

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES
COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

EVALUATIONS

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

HAITI

CONCLUSION

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 28239

Cote : B

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

HAITI

-CONCLUSION-

vier 1985

J.L. BOUTILLIER, ORSTOM
J. BROSSIER, INRA
J.M. FUNEL, MRE

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 28239

Cote : B

Au milieu des années 60, un petit groupe de missionnaires français s'implanta dans la partie occidentale de la péninsule Sud d'Haïti, plus précisément dans la région de Laborde, à proximité de la ville de Cayes. Ils mirent en place un certain nombre d'activités orientées vers un développement "global" dans lequel le volet agricole devait être important compte-tenu de la précarité des conditions de vie locale.

Pour évaluer ce projet, nous nous sommes placés dans une problématique articulée autour des questions suivantes : quel type d'outil ce projet représente-t-il ? Peut-il être utilisé dans une politique de coopération en développement rural ? Est-ce la démarche d'une coopération d'un nouveau type ?

En tant qu'outil de développement le "projet" Madian Salagnac est avant tout un outil atypique.

Atypique, Madian Salagnac l'est profondément car il ne présente ni les caractéristiques traditionnelles d'un projet gouvernemental de développement rural, ni les caractéristiques de la démarche d'un projet de coopération non gouvernementale (ONG), pas plus qu'il ne s'apparente à un projet classique de coopération dans les domaines de la recherche agronomique et de l'enseignement supérieur.

Atypique donc original, Madian Salagnac l'est par bien des aspects, et cela dès le début de son histoire. Le projet débute avec l'affectation d'un fonctionnaire français du Ministère français de la Coopération à un programme caritatif local; situation peu courante qui se voit confirmée quelques années plus tard par l'arrivée de 5 VSNA.

L'originalité du projet a été de réfuter très vite l'approche descendante classique des actions de développement rural et leur modèle technique cultural "vulgarisé" à travers les réseaux hiérarchisés d'encadreurs et d'animateurs destinés à apporter la bonne parole technologique aux paysans de base. Or, il s'agissait là du schéma classique des projets de développement rural véhiculé depuis plusieurs décennies par le modèle français de développement, avec ou sans enrobage de type animation-participation-coopération.

Le refus de la démarche descendante habituelle a conduit à rechercher une démarche alternative qui, abandonnant la vulgarisation, s'orientait vers la connaissance et la compréhension des mécanismes de production dans le milieu paysan. L'objectif de développement se trouvait ainsi repoussé vers l'avenir.

L'option prise par Madian Salagnac a été de privilégier, dans une étape préalable à l'action, la

connaissance socio-économique de la population concernée et en particulier celle de son système de production agricole. Les moyens de cette connaissance-acquisition et capitalisation- furent multipliés et constituent une des particularités du projet. Le moyen le plus important se mit en place à travers la formation paysanne : celle-ci a été redéfinie et orientée vers un processus de formulation, par les paysans eux-mêmes, de la connaissance implicite qu'ils ont de leur milieu, des éléments explicatifs étant apportés par l'encadrement.

Les stages étudiants furent un autre élément de la connaissance et permirent de compléter l'information issue des stages paysans par des investigations spécifiques et de capitaliser cette connaissance dans de nombreux documents. Cette démarche de mobilisation-accumulation-traitement de la connaissance est en soi intéressante, sous réserve qu'elle ne soit pas appliquée de façon événementielle ou occasionnelle, c'est à dire qu'il existe simultanément un cadre cohérent de gestion de l'acquisition du traitement et de l'utilisation de la connaissance du milieu. Il n'en a rien été.

Cette fonction connaissance et compréhension du processus de la production agricole conduisit à développer parallèlement une démarche de vérification en milieu contrôlé (démarche de recherche) des observations et hypothèses relatives au fonctionnement des systèmes de production. Dépassant les problèmes variétaux et parasitaires qui l'avaient occupée à l'origine, la recherche agronomique se développa durant une période suivant cet axe, autorisant ainsi le projet à ajouter l'étiquette "recherche" à sa vocation originelle de développement.

Madian Salagnac n'est donc pas né, comme la plupart des projets classiques, d'un travail de recherche préalable, dont on veut "faire passer" les résultats en milieu paysan (démarche recherche-vulgarisation), mais au contraire, le besoin de recherche est né de la démarche et de la pratique même du projet.

A partir de là, le projet a connu une évolution spécifique, naturelle pourrait-on dire, mais dont la finalité s'est obscurcie très vite. Les travaux et recherches destinés à la connaissance du milieu ont mis les agents du projet dans une situation peu favorable à l'émergence d'actions opérationnelles. En contrepartie, ils se sont trouvés dans une situation privilégiée pour jouer un rôle significatif dans l'enseignement supérieur et en particulier agronomique. C'est ainsi qu'ils apportèrent dans un enseignement agronomique classique et routinier des démarches nouvelles et là encore atypiques, basées essentiellement sur la priorité accordée à la connaissance du milieu, avec une immersion longue et fréquente des

étudiants dans le monde rural. L'enseignement supérieur et la formation d'élèves ingénieurs avec la spécialisation en France des plus motivés devint "la production" la plus représentative et importante du projet. Ceci autorisant le projet à accoler à l'étiquette développement et recherche dont il s'était doté, l'étiquette formation. (1)

Mais ceci l'amena aussi à perdre sa liberté institutionnelle en devenant de plus en plus une composante de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire. Si la fonction "enseignement supérieur" a joué un rôle essentiel dans la vie et peut être la survie du projet, si ses résultats figurent comme les plus importants du projet, il n'en reste pas moins que cette fonction n'est pas née d'une politique et d'objectifs clairement pré-déterminés. Elle est née de la fuite en avant d'une équipe dont le présent et surtout l'avenir étaient mal assurés, et qui a eu le génie de saisir et maîtriser à son avantage ce type d'opportunité. "L'existence a précédé l'essence" donnant là un projet sympathique mais, en aucun cas, un modèle à reproduire.

Actuellement le projet revient à des options plus opérationnelles, dont les objectifs sont exprimés en terme d'amélioration des conditions de la vie et de la production d'une partie de la population de la région concernée. Pour ce faire, le projet voudrait valoriser, malgré quelques difficultés, la connaissance et les résultats des recherches accumulés au cours des périodes précédentes et qui sont parfois de qualité mais disparates et incomplets.

La particularité profonde du projet Madian Salagnac semble donc figurer dans le fait que précisément il n'a jamais été un projet au sens classique, c'est-à-dire un ensemble finalisé de moyens mis en oeuvre de façon coordonnée dans le cadre d'une politique nationale de développement. Il n'a pas été, pour autant, un antiprojet débouchant sur la négation du projet traditionnel. Il a plutôt fonctionné comme un projet alternatif qui a dû consacrer une part importante de son énergie à justifier son existence et à rechercher une crédibilité. Celle-ci ne pouvait être que de type scientifique puisque le projet n'avait pas une "étiquette" de projet de développement ou d'enseignement et que les jeunes assistants techniques souhaitaient se faire reconnaître par les institutions de recherche.

Il n'est pas sûr que, malgré les apparences du début des années 80, où la composante recherche du projet fut fortement valorisée par des scientifiques français, celle-ci se révèle, a posteriori, la plus intéressante.

(1) L'étiquette formation provient aussi de l'importance accordée à la formation des adultes paysans dans le cadre de divers stages réalisés par Salagnac.

Durant la période 79-82, la fonction recherche du projet fut consacrée par la DGRST à travers un financement conséquent. Or, avec le recul, cette fonction n'apparaît pas comme ayant été la plus pertinente du point de vue des résultats en matière de développement rural.

La nature de ce programme DGRST est criticable : il se caractérise dans la pratique par une absence d'objectifs et de consistance scientifique surprenante et l'on voit mal comment il a pu justifier la succession intensive de missions courtes, ponctuelles et sans cohérence. Ce dispositif n'a guère servi le projet si l'on se réfère à la qualité inégale de la connaissance du milieu sur le transect. Or, précisément, on est en droit de penser que le programme DGRST aurait dû y contribuer en évaluant la connaissance acquise et en la complétant. Ceci rejoint ce que nous écrivions précédemment au sujet de la "gestion" de la fonction connaissance : les options retenues auraient nécessité un cadre cohérent que l'équipe du projet ne pouvait pas concevoir, mais dont la conception, le suivi et la valorisation auraient pu relever de la compétence de l'équipe DGRST. Seules, quelques missions spécialisées, portant sur des problèmes agronomiques et la recherche variétale et donc très techniques, furent efficaces.

Avec le recul du temps, il est intéressant de noter que malgré les apparences l'ensemble de cette démarche DGRST n'a donné lieu à aucune reconnaissance du fait scientifique Madian Salagnac telle qu'elle est pratiquée traditionnellement par la communauté scientifique, à travers des publications scientifiques reconnues. Plus grave a été le sort réservé à l'assistant technique du projet le plus impliqué dans une démarche de recherche qui par certains aspects ne manquait pas de qualité et qui, malgré la promesse faite, n'a pu intégrer la communauté scientifique.

Il faut également se souvenir qu'en se présentant comme un projet indépendant des démarches et outils classiques de la politique de coopération française dans le secteur rural, Madian Salagnac pouvait devenir un modèle de référence pour une partie de la coopération, à la recherche d'alternatives référencées. Or, pour que la référence porte et soit de poids, il eût fallu assurer la crédibilité du modèle. Et n'est-il pas meilleure crédibilité dans le système français que l'aura que peut apporter une communauté scientifique ?

Faute d'une justification scientifique dont nous n'avons, dans les faits, trouvé trace, nous nous posons la question de la justification du programme DGRST. Il ne s'agit que d'une question, car l'évaluation du programme DGRST n'entre pas dans le cadre de cette étude.

Après avoir connu une utilisation intensive comme modèle alternatif de coopération axé sur des "projets" dits de recherche-développement, le projet Madian Salagnac est retombé dans l'ombre.

Or, de même qu'il ne méritait pas l'image flatteuse qui en était donné, il ne mérite pas plus l'abandon et le désintérêt dont il fait l'objet actuellement. Et la question reste posée : le projet Madian est-il un projet atypique, alternatif, alibi ou un projet récupéré ?

Il est indiscutable que Madian Salagnac a apporté et apporte toujours à l'amélioration de l'enseignement de l'agronomie. Les nouvelles générations d'ingénieurs sont très marquées par ce qu'il est convenu d'appeler localement "l'esprit Madian Salagnac" qui a essentiellement consisté à faire découvrir et comprendre aux futurs agronomes haïtiens le fonctionnement d'un milieu rural de leur pays. Cela, malgré les carences, dont certaines surprenantes, que nous avons relevées dans l'analyse du milieu telle qu'elle a pu être faite et enseignée par les équipes de Madian Salagnac.

On a dit que le projet Madian Salagnac avait eu un effet d'essaimage ou de modèle sur d'autres projets français, en Haïti.

Il est vrai que l'aide française jusqu'en 1981 est intervenue sur des projets qui présentaient de grosses lacunes tant au plan de leurs objectifs que de leurs structures, et qui se trouvaient en situation de blocage dont ils ne pouvaient sortir qu'en développant des démarches différentes.

Il est vrai que, lorsque les conditions de mise en oeuvre de ces démarches différentes furent réunies, les réflexions conduites par Madian Salagnac furent reprises, avec un appui de ses cadres, mais aussi de jeunes ingénieurs passés par Madian Salagnac et affectés à ces projets.

Mais il serait faux de croire que la réflexion sur les alternatives au développement rural traditionnel de la coopération française, y compris avec leurs incidences politiques, sont nées de l'expérience de Salagnac. Elles ont eu lieu en réalité au début des années 70 après le retour en France de la génération de chercheurs (ORSTOM en particulier) et d'assistants techniques ayant acquis une pratique de terrain à la fin des années 60 et disposant de tous les éléments techniques, scientifiques et politiques nécessaires pour remettre en cause le modèle traditionnel de coopération. L'émanation la plus connue de ce mouvement, qui ne fut pas la seule, est représentée par le groupe AMIRA dont les premières notes furent publiées en 1974. Ce groupe constitue un exemple de rapports constructifs entre les

mondes de la recherche et du développement. En conséquence, on ne doit pas croire, même en Haïti, que la coopération française n'avait pas les moyens humains et méthodologiques de se redéfinir : le problème est qu'elle n'en a pas eu l'opportunité au plan politique.

Qu'en est-il de Madian Salagnac actuellement ?

Bien que toujours atypique, le projet a profondément évolué avec le départ de l'équipe d'assistants techniques qui l'avait initié, coïncidant à peu près avec la fin du programme DGRST.

Fait nouveau, le projet a acquis une structure plus classique de projet d'assistance technique avec des cadres haïtiens fonctionnaires qui en assurent la direction, secondés par des assistants techniques et des VSNA. De plus le projet dispose maintenant d'un crédit -relativement modeste- de la CEE destiné à financer des petites opérations en milieu rural (citernes, petit élevage, culture maraîchère) entrant ainsi dans une phase opérationnelle après une longue période d'études et de recherches.

Ceci ne fait pas, loin s'en faut, du Centre de Salagnac un projet classique d'animation/développement rural. D'un projet classique, il n'a pas les buts exprimés, restant ainsi fidèle à lui-même. Par contre, il met en oeuvre un assez grand nombre d'actions élémentaires, peu ou pas coordonnées, mais qui relèvent de la même problématique à savoir : tester des méthodes techniques, économiques, financières, voire juridiques susceptibles d'aider la paysannerie des Mornes à desserrer les contraintes susceptibles de bloquer son évolution économique. La démarche en cours se nourrit de l'héritage de connaissance laissé par Madian Salagnac, mais semble aussi se heurter aux limites de cette connaissance. En effet, elle développe un nombre important d'actions élémentaires, entreprises à des échelles très variables mais pour toucher une population quantitativement limitée : la "masse critique" de ces actions est trop faible pour que des effets socio-économiques structurants et durables puissent être attendus.

Il se pose alors la question de la raison d'être de ces actions : S'agit-il de faire du développement expérimental en testant des méthodes d'intervention ? ou de nourrir par des approches nouvelles les enseignements à l'université ? ou encore d'assurer la pérennité d'une structure qui a fini par s'institutionnaliser aussi bien en Haïti que par rapport à quelques grands bailleurs de fonds européens ?

Difficile à définir dans sa finalité, on pourrait tenter de qualifier cette démarche en disant qu'elle relève d'une approche de type "développement expérimental".

Contrairement à la démarche précédente où l'action (développement) était déterminée par la connaissance (recherche), l'action précéderait actuellement la compréhension-connaissance. Autrement dit la formule actuelle s'apparenterait à une démarche qui lancerait d'abord des actions (définies en fonction de connaissances générales acquises précédemment) puis analyserait leurs résultats, l'interprétation de ceux-ci renseignant sur le degré de l'adéquation actions/systèmes paysans. Malheureusement, le projet dans sa forme actuelle n'est pas réellement doté d'une bonne fonction de suivi des réponses paysannes aux actions en cours, permettant de mesurer, saisir et interpréter les résultats des actions lancées.

La question qui se pose donc dans la phase actuelle est de savoir si l'on assiste à un glissement d'une démarche de type recherche-développement qui privilégiait la connaissance préalable et n'a pas réellement abouti, à une démarche type "développement expérimental" qui privilégierait l'action rapide et la connaissance venant des leçons tirées de l'analyse des résultats.

L'existence même de cette question montre que le projet n'a pas répondu à sa question originelle : quel type de démarche par rapport à un milieu rural ?

Il s'agit là d'une question universelle liée aux difficultés de notre coopération dans ce secteur. On ne peut que souhaiter que le projet soit mis en mesure d'explorer jusqu'au bout cette question et en particulier de poursuivre la démarche actuelle que nous avons baptisée, pour la commodité de l'exposé "développement expérimental". Si une telle option était retenue en particulier par les bailleurs de fonds, il faudrait faire en sorte que l'équipe puisse en assurer tout le processus, y compris et surtout l'aval des actions, c'est-à-dire l'interprétation technique et socio-économique des résultats et des comportements paysans. Car seule cette interprétation justifie la démarche.

Si tel ne devait pas être le cas, on ne voit guère quel serait l'intérêt de poursuivre, du point de vue de notre aide, ce petit projet qui ne relèverait alors que d'une action de type ONG classique, et/ou d'un terrain d'expériences de développement pour l'enseignement supérieur.